

Kosovo : D'un protectorat à un autre
Kosovo: From One Protectorate to Another



Jeudi 11 et vendredi 12 février 2010

Colloque international

**Organisé par l'Observatoire sur les missions de paix et opérations humanitaires
de la Chaire Raoul-Dandurand en études stratégiques et diplomatiques**

**Compte rendu rédigé par
Mariama Barry, Mélissa Desrochers,
Vincent Joubert, Myriam Lejmi et Carmen Mboumba**

Révisé par Véronique Bourbea



Défense nationale
National Defence



Chaire Raoul-Dandurand
en études stratégiques et diplomatiques
Raoul Dandurand Chair
of Strategic and Diplomatic Studies



**Institut d'études
internationales de Montréal**

UQÀM

UQÀM

Table des matières

Premier panel Les réactions internationales face au protectorat international : en direct du Kosovo	p. 3
Deuxième panel Une approche critique face à l'administration internationale : Quelles leçons peut-on tirer de la MINUK ?	p. 4
Troisième panel Gérer le Kosovo de l'« extérieur » : Le point de vue d'un professionnel	p. 6
Quatrième panel Reconnaissance internationale du Kosovo et future présence de l'administration européenne	p. 7
Cinquième panel <i>State buiding</i> au Kosovo : Construire un futur multiethnique sous protectorat international	p. 9

Les réactions du Kosovo face au protectorat international : En direct du Kosovo

Téléconférence co-organisée avec le Kosovo Institute for Journalism and Communication - KIJAC

The International Protectorate: Looking Back

Général Agim Çeku, Ancien premier ministre du Kosovo et commandant du Kosovo Protection Corps; présentement, chef du Parti social-démocrate du Kosovo

Le général Agim Çeku parle de l'oppression de Milosevic en 1999 et du rôle de la pression exercée par la communauté internationale et du retour à la résolution du Conseil de sécurité qui a permis le déploiement d'une force d'imposition de la paix. Selon lui, l'interaction avec la communauté internationale avait des bienfaits. Concernant les points négatifs, l'intervenant identifie notamment la privatisation et la corruption.

Changing Public Perceptions of International Missions in Kosovo

Agron Bajrami, Rédacteur en chef du journal quotidien Koha Ditore

M. Bajrami parle de la volonté de changer la perception de la population de la présence internationale. À la suite du génocide au Kosovo et de l'intervention de l'OTAN en 1999, les attentes de la population étaient élevées. Malheureusement, la mission des Nations Unies s'est faite sous un couvert politique. L'échec de la mission a notamment été causé par un manque de volonté politique, de responsabilité et de conscience. Par conséquent, la confiance dans la mission internationale s'est évaporée. Entre 2004 et 2008, il s'agissait de trouver des solutions aux problèmes présents et d'assurer un environnement sécuritaire. En février 2008, au moment de l'indépendance du Kosovo, la présence de la mission onusienne a été réduite. L'Union européenne (UE) a essayé d'ignorer le fait que le Kosovo a déclaré son indépendance. Ceci a engendré un manque de confiance envers l'UE.

The Cohabitation of UN and EU missions with corruption in Kosovo

Avni Zogiani, Co-fondateur et directeur de ÇOHU!, organisation pour la démocratie, la dignité et contre la corruption au Kosovo

La mission des Nations Unies devait être terminée. L'intervenant parle de la frustration de la population kosovare qui ne veut pas de la protection accordée par le droit international aux « minorités ». Il fallait que la communauté internationale soit consciente des problèmes essentiels tels que la corruption. Elle n'était soucieuse que de la stabilité politique au détriment de la corruption et des violations de droit au Kosovo. La corruption s'est institutionnalisée au Kosovo à cause des pratiques politiques. Selon certains, il semblerait que la mission onusienne ait besoin de ces corrompus afin de maintenir la stabilité politique au pays. Ceci n'est qu'un des facteurs formant un obstacle à l'établissement de la démocratie.

Kosova's International Dependence

Glauk Konjufca, Activiste pour le mouvement d'autodétermination, Kosovo

Au départ, la présence de la communauté internationale a joué un rôle crucial. M. Konjufca a rappelé la résistance pacifique du peuple kosovar en abordant la guerre de libération menée par le *Kosovo Liberation Army* (KLA). Il a aussi souligné les causes qui rendent le Kosovo important aux yeux de la communauté internationale : le rôle géopolitique du Kosovo dans les Balkans, les désavantages du conflit pour les États-Unis et la menace que pouvait représenter la Serbie si elle décidait de s'engager dans une guerre

contre le Kosovo. La communauté internationale en 1999 avait pour seul objectif la stabilité politique du Kosovo et redoutait le fait qu'il soit indépendant. Cette peur est causée par des raisons stratégiques. La communauté internationale a aidé le Kosovo à obtenir la souveraineté, à préserver son intégrité territoriale et à recouvrer la justice mais ne voulait pas lui reconnaître son indépendance. Elle voulait imposer d'autres solutions qui ne viennent pas du peuple, alors qu'il fallait une solution politique provenant de l'interne. Par ailleurs, la corruption fait obstacle au développement économique et les pratiques de certains Serbes découragent l'économie interne.

Deuxième atelier / *Second Panel*

Une approche critique face à l'administration internationale : Quelles leçons peut-on tirer de la MINUK ?

The next European protectorate in Kosovo: Trying to avoid the pitfalls of international administration.

Nicolas Lemay-Hébert, Ph, D, Directeur de l'Observatoire sur les Missions de paix, Chaire Raoul-Dandurand.

Dans un premier temps, Nicolas Lemay-Hébert propose un portrait assez général de la situation actuelle et tente de mettre en lumière des pistes à suivre pour la nouvelle mission européenne. Pour ce faire, il présente une brève comparaison des deux missions, expose la stratégie de différenciation de l'EULEX et explique la complexité du statut du Kosovo au niveau international. Tout d'abord, M. Lemay-Hébert énonce les raisons qui font de la MINUK un protectorat si controversé et indique que les critiques adressées à l'administration internationale sont principalement d'ordre économique, même si la légitimité de cette mission est aussi remise en cause pour d'autres raisons. En effet, le rythme de la reprise économique est trop lent et ne répond pas aux demandes de la population ; le Kosovo affiche un taux de croissance encore inférieur à celui d'avant la crise des années 80. De plus, il semble que l'argent provienne majoritairement de transferts de l'étranger (ONG, OI, diaspora) et non d'une réelle économie locale. Cette situation est problématique car l'aide internationale diminue considérablement compte tenu de la fin du mandat de la MINUK et que cette dépendance aux transferts pourrait provoquer un nouveau « syndrome hollandais ». Quoi qu'il en soit, le retrait progressif de l'ONU du Kosovo ne signifie pas que la supervision internationale tire à sa fin ; le plan Ahtisaari prévoit une présence internationale quadripartite pour assurer la gestion du territoire (EULEX, OTAN, International civilian office – OIC et Organisation européenne pour la sécurité et la coopération – OSCE).

Selon M. Lemay-Hébert, l'EULEX tente de se distinguer de l'administration de l'ONU en misant sur le concept d'appropriation locale (*local ownership*) mis en opposition au principe de souveraineté directe employé par la MINUK. L'EULEX met l'accent sur ce concept et s'appuie sur le modèle de développement bosniaque pour rassurer la population face à cette nouvelle mission que les officiels européens perçoivent comme très différente de la MINUK. Selon M. Lemay-Hébert, la distinction ne semble pas aussi claire dans les faits. De plus, la légitimité et l'efficacité de la nouvelle mission sont ébranlées par la situation du Kosovo. En effet, la controverse entourant le plan Ahtisaari et la reconnaissance partielle de l'indépendance du Kosovo vont continuer de diviser les pays sur l'attitude à adopter face au nouvel État et cela aura un impact certain sur la conduite de la nouvelle mission européenne.

Kosova security institutions : progress or stagnation?

James Pettifer, Oxford University and Defense Academy of the UK, Professeur invité, State University of Tetovo, FYROM / République de Macédoine.

Selon M. Pettifer, le protectorat de la communauté internationale a contribué à l'établissement de meilleures relations ethniques et a globalement permis d'augmenter la sécurité interne au Kosovo. Toutefois, il constate que la sécurité des frontières n'est toujours pas garantie, particulièrement au nord du Kosovo où la menace de l'armée serbe est latente. En effet, M. Pettifer identifie les raisons qui conduisent à un manque d'effectifs aux frontières, soit l'accroissement global de la sécurité, le manque de capacités opérationnelles et la nécessité de garantir avant tout la sécurité du réseau de transport. De plus, il souligne la détérioration des relations entre le personnel des organisations internationales et la population locale : elle résulte d'une perte de confiance et tend à augmenter les tensions et les violences dans la région.

De même, la déclaration unilatérale d'indépendance du Kosovo en février 2008 a généralement exhorté les tensions ethniques et diminué la sécurité dans la région. Dans cette situation, M. Pettifer croit que l'OTAN à travers la KFOR, qui assure la paix et l'ordre sur le territoire, prend un risque important en misant sur l'accroissement général de la sécurité interne et en négligeant le fait que certains groupes souhaitent fortement que les conflits ethniques se poursuivent. D'un côté, les Serbes espèrent que l'indépendance échoue tant au niveau économique que social. De l'autre, les Albanais entrevoient la possibilité d'une union de l'Albanie et du Kosovo en cas d'échec. La reconnaissance partielle du statut indépendant du Kosovo joue aussi un rôle important dans cette insécurité. En effet, la sympathie de l'administration du président américain Barack Obama pour la Serbie et la volonté affirmée d'améliorer les relations avec la Russie ont un effet important sur la sécurité du Kosovo. M. Pettifer croit que ce calcul politique est dangereux car il encourage la Russie et principalement Belgrade à percevoir l'indépendance du Kosovo comme réversible et à agir dans cette logique. Pour garantir la sécurité du Kosovo et montrer l'irréversibilité de l'indépendance, il semble que la voie à suivre soit la constitution d'une armée kosovare. Cependant, le financement d'une telle armée devrait provenir de l'OTAN et il est peut probable dans les circonstances actuelles que les États-Unis acceptent de financer un projet aussi coûteux tant au niveau matériel que politique. En effet, la priorité pour l'administration Obama demeure un rapprochement avec la Russie.

Kosovo and the folly of coerced co-operation

Aidan Hehir, Professeur, Center for the Study of Democracy, Département de science politique et de relations internationales, Université de Westminster, Londres.

Aidan Hehir s'intéresse à la question des droits humains et au pluralisme ethnique au Kosovo. Il affirme que les politiques mises en place depuis 1999 pour resserrer la coopération ethnique entre les Serbes et les Albanais ont échouées. Cet échec est partiellement causé par une mauvaise interprétation de l'histoire et par une ambition mal placée. En effet, l'idée d'une société multiethnique et démocratique est un projet très utopique au regard des événements de 1999. En s'appuyant dans un premier temps sur des standards européens, puis sur le plan Ahtsaari qui contient des principes similaires, la communauté internationale propose un modèle de société idéalisée et naïf selon M. Hehir. L'implantation d'une série de politiques forcées, dont celle des quotas ethniques, conduit à accroître le sentiment de frustration dans une population qui est déjà physiquement divisée. De plus, l'accent sur les droits humains ne fait qu'envenimer cette division car les individus s'identifient à des groupes distincts.

Selon M. Hehir, depuis 1999, la sécurité au Kosovo n'a pas augmenté de façon significative et la population vit encore dans la peur et l'insécurité. En mettant l'accent sur l'ethnicité et les différences, à travers des politiques de quotas, on contribue à augmenter les tensions ethniques et les divisions entre les groupes. Par ailleurs, il serait important de s'entendre sur le statut du Kosovo, tant au niveau international qu'au niveau national. Selon M. Hehir, la fixation de la communauté internationale pour les droits humains au Kosovo, alors que cela ne représente pas les intérêts réels de la population locale, s'explique dans la volonté de montrer la capacité de changement d'un peuple et l'efficacité des opérations de reconstruction. Quoi qu'il en soit, il semble que l'administration onusienne n'ait pas su apaiser les véritables fondements des tensions au Kosovo, qui sont selon M. Hehir, avant tout ethniques.

Assessing international engagement in Kosovo, past and present: what can we learn from critical international relations literature?

Susan J. Henders, Professeure associée; Directrice du Center for Asian Research, Université York.

Spécialisée sur les questions asiatique et d'Europe de l'Ouest, la démarche de Mme Henders est différente de celle des autres conférenciers. En effet, Mme Henders s'est intéressée à la question du Kosovo en travaillant dans une perspective historique en se penchant sur des cas où des organisations internationales et des États sont intervenus en utilisant l'autonomie territoriale pour gérer des conflits. Elle se questionne donc sur les conditions d'une intervention internationale (si elles existent) qui peuvent conduire à apaiser des tensions ethniques lors de conflits ou dans des situations post-conflit. En s'appuyant sur les théories critiques, elle remet en question la définition même des termes régulièrement utilisés dans le domaine des missions de paix. Bien qu'elle soit consciente que ces études critiques soient souvent ponctuées de jugements de valeurs, Mme Henders croit que celles-ci doivent être prises en compte et qu'elles présentent une relecture pertinente de la politique internationale.

Mme Henders oriente sa réflexion sur la situation du Kosovo à travers trois représentations dans la pratique qui influencent les interventions et les missions de paix. Elle affirme que l'intervention de la communauté internationale dans un pays ou une région n'a pas seulement un effet sur le conflit, mais que cette intervention constitue en elle-même un conflit et que celui-ci a des effets politiques importants. Ainsi, l'échec des interventions internationales résultent principalement de trois représentations faussées de la politique internationale. Tout d'abord, il existe une sorte de consensus dans « l'imaginaire international » sur la validité et l'efficacité de l'intervention qui rend difficile la remise en cause de cette pratique et surtout, qui freine la possibilité de mettre en place d'autres stratégies de gestion des conflits. Ainsi, malgré le bilan mitigé de la MINUK, c'est une autre mission qui est envoyée. Deuxièmement, Mme Henders souligne que l'économie globale a structuré certains des conflits actuels en imposant l'ouverture des marchés et des normes libérales à des pays déjà très pauvres. Il devient alors logique d'intervenir dans ces pays pour fixer ces ratés. Plus spécifiquement, les normes économiques ne sont pas distribuées également dans la société, ce qui a des effets négatifs sur les réformes économiques et sur la sécurité. Ainsi, une part de la résistance au Kosovo vient en partie de ces inégalités économiques. Finalement, en s'appuyant sur les théories féministes, Mme Henders soutient que les relations internationales sont influencées par la reproduction d'une hiérarchie des relations basées sur le genre et surtout par le patriarcat. L'international est perçu comme un espace supérieur à la dimension interne qui est vu comme similaire à l'espace domestique. De plus, cette conception patriarcale de l'international contribue à formaliser la violence et les combats et rend encore plus vulnérable les femmes et les enfants.

Troisième atelier / Third Panel

Gérer le Kosovo de l'« extérieur » : Le point de vue d'un professionnel

Theory and Practice in a Society of Intervention

Michael Draxner, Ancien conseiller spécial du bureau de la MINUK; ancien agent principal du bureau international de la MINUK, Belgrade ; Ancien directeur du département de l'éducation et de la science de la MINUK.

L'intervention d'une organisation internationale dans un pays qui sort d'un conflit est toujours une tâche délicate. Dans le cas du Kosovo, il n'y avait pas d'intervention planifiée et il fallait travailler *ad hoc*, en réponse à l'urgence de la situation.

Le maintien de la paix s'est construit au Kosovo par la mise en place d'une administration qui permettait de poser les bases de reconstruction d'une société. L'idée principale derrière ce type d'intervention est

qu'une société ne peut pas fonctionner sans structure administrative, il fallait donc jeter les bases et surtout, laisser à la population locale le temps de construire cette structure administrative. Pour Michael Draxner, le maintien de la paix par la reconstruction d'un gouvernement fait partie intégrante de la reconstruction d'un État. Toutefois, les différents chefs d'État européens et l'administration du président américain W. Bush ont créé des circonstances défavorables au maintien de la paix au Kosovo.

L'engagement du gouvernement du Canada au Kosovo

Jeremy Wallace, Directeur adjoint, Balkans, Ukraine, Moldavie, Biélorussie; Direction des Relations avec l'Europe et de l'Asie centrale, Ministère des affaires étrangères et du commerce international du Canada.

L'implication du Canada dans les régions des Balkans a toujours été très importante. Aujourd'hui, les Balkans et plus particulièrement le Kosovo comptent le plus grand nombre de soldats canadiens après l'Afghanistan.

Le Canada a toujours maintenu un grand nombre de soldats dans cette région et a fait des investissements majeurs pour la reconstruction du pays, particulièrement pour aider le développement social et pour faciliter la transition au Kosovo. Ces investissements sécuritaires et économiques sont le fruit d'un héritage idéologique selon lequel le Canada encourage systématiquement la volonté de souveraineté étatique des États créés après l'effondrement du bloc soviétique.

De fait, le Canada a tout de suite reconnu l'indépendance du Kosovo, et a mis en place trois opérations pour rétablir la sécurité dans le pays. Le Canada espérait ainsi avoir un impact sur la transition démocratique au Kosovo par sa collaboration avec la KFOR, les Nations Unies ou l'Union Européenne.

The international Civilian Office

Sameer Saran, Conseiller juridique en droit international public et en droits humains, International Civilian Office.

M. Saran a fait une présentation des missions d'ICO via l'organigramme de l'organisation, en précisant le rôle, les responsabilités et le champ d'action des différentes branches de l'ICO.

Quatrième atelier / Fourth Panel

Reconnaissance internationale du Kosovo et future présence de l'administration européenne

EULEX: A Case-Study for EU's Security Culture and Practice?

David Cadier, candidat au doctorat, Sciences Po, Fletcher School of Law and Diplomacy, USA

EULEX est la plus importante mission civile internationale de l'histoire de la politique européenne de sécurité avec des objectifs qui divergent selon les pays participant à ce programme. Lancé en décembre 2008, EULEX est le projet le plus ambitieux aujourd'hui au Kosovo car les Balkans représentent une région d'une grande importance stratégique pour l'Union européenne. Mais sur le terrain EULEX est confronté à certaines difficultés majeures liées au cadre légal de sa mission au Kosovo et à la non-reconnaissance de l'indépendance du Kosovo par cinq pays de l'UE. EULEX est une opération civile ayant pour rôle d'instaurer un « état de droit » en assistant les autorités judiciaires vers plus d'autonomisation. Cependant sa fonction administrative n'est pas clairement définie et soulève la question de responsabilisation. La présence sur le terrain d'autres missions internationales peut parfois entraîner des conflits d'intérêt. Ainsi, il n'y a pas d'accord formel avec l'OTAN, mais une coopération voire une complémentarité existe néanmoins entre les deux organismes. En revanche, il existe des risques de chevauchement entre l'Organisation de la Sécurité et de la Coopération en Europe (OSCE) et la Mission de l'OSCE au Kosovo (OMIK). Cependant, cette dernière se retire progressivement. Notons aussi la

double casquette du Représentant Civil International qui fait office de Représentant spécial de l'UE (ICR/EUSR), ce qui complique les relations avec EULEX. La Commission européenne, quant à elle, reste l'organe central le plus influent d'EULEX et la première référence.

La reconnaissance du Kosovo et le concept de « souffrances exceptionnelles »

Philippe Roseberry, candidat au doctorat à l'Université du Queens, Canada

Le statut d'indépendance concédé au Kosovo est lié à la souffrance des victimes kosovares. De ces violences, il faut distinguer deux catégories (voir Jacques Semelin), à savoir la destruction physique et le nettoyage ethnique. L'instrumentalisation de la violence par les victimes leur a permis d'établir une hiérarchie des violences ou des souffrances. Ainsi, la lutte anti-insurrectionnelle ou rébellion a entraîné l'autonomie de la minorité visée et le nettoyage ethnique, l'indépendance car il faut faire un lien entre la violence perpétrée et le statut concédé à la victime. La reconnaissance internationale a été rendue possible par l'utilisation des violences de masse par les victimes pour accéder à l'indépendance. Cette justification est inextricablement liée au statut du Kosovo. La Commission Badinter avait insisté sur le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes et le Canada reconnaissait que le Kosovo était un cas unique comme en témoignait sa récente histoire marquée par la guerre et l'épuration ethnique.

Le danger à travers cette reconnaissance internationale de l'indépendance du Kosovo était l'effet domino dans la région. Le modèle du Kosovo ne peut donc servir de modèle dans la région car c'est un cas exceptionnel. Le Kosovo est l'un des rares pays à accéder à l'indépendance à cause des violences de masse subites par le peuple.

La gestion civile des crises de l'UE : quelle place de la Force européenne de Gendarmerie ?

Samir Battiss, Chargé de recherche- Chargé de cours, Chaire de recherche du Canada en politique étrangère et de défense canadiennes, Université du Québec à Montréal (UQAM)

Des expériences des interventions des années 1990 dans les Balkans, il ressort que les forces armées étaient mal préparées pour la gestion civile des crises voir inutiles sur le terrain. Aujourd'hui, elles doivent opérer dans un contexte beaucoup plus complexe et sur une période plus longue en passant par les interventions, la stabilisation, puis le retour à la normalisation, c'est-à-dire arriver à la fin des opérations militaires. Ceci implique un savoir faire entre le volume des forces déployées et les moyens utilisés (savoir anticiper les paramètres pouvant entraîner des formes violentes d'affrontement).

Le but de cette force européenne est de jouer le rôle de tampon entre les forces armées et les forces civiles en présence (locale ou internationale), soit tisser un lien avec la population locale et maîtriser l'environnement. La Force européenne de gendarmerie (EUROGENDFOR) dont le quartier général se trouve en Italie est une initiative française, bien que d'autres pays y participent. L'utilisation de cette force se fait en cinq phases : la phase initiale de coercition, la phase d'intervention militaire, la phase de transition, la phase de consolidation de la paix et la paix.

La contribution des pays arabo-musulmans au maintien de la paix dans les Balkans

Brahim Saïdy, Ph.D, Chargé de cours, École de politique appliquée, Université de Sherbrooke et Institut québécois des hautes études internationales de l'Université de Laval. Chercheur associé, Observatoire sur le Moyen-Orient, Chaire Raoul-Dandurand

Six pays arabo-musulmans, notamment la Turquie, la Malaisie, le Maroc, l'Égypte, les Émirats arabes unis et la Jordanie, ont contribué au maintien de la paix dans les Balkans. Quels étaient les motivations de ces pays à participer à cette opération et surtout, cette participation a-t-elle contribué à la pacification des Balkans ?

Les raisons du regain d'intérêt de ces pays dans la stratégie de maintien de la paix dans la région des Balkans sont diverses. En effet, ces pays arabo-musulmans ont d'abord agi pour des raisons culturelles par solidarité musulmane, la région étant habitée par une forte population musulmane. Il y a aussi des facteurs historiques qui unissent les pays des Balkans à ces pays musulmans (surtout prendre en compte

l'environnement immédiat). Sans ignorer les raisons politiques, stratégiques et militaires, et dans le but d'assurer la sécurité de la méditerranée, la Turquie, la Malaisie, le Maroc, l'Égypte, les Émirats arabes unis et la Jordanie ont cherché à développer un partenariat avec cette région qui bénéficiait de l'attention de l'OTAN. La contribution de ces six pays au maintien de la paix dans les Balkans a eu des incidences positives car elle a permis le rayonnement international de leurs forces armées et le développement de l'interopérabilité de ces dernières.

Cinquième atelier / Fifth Panel

State building au Kosovo : Construire un futur multiethnique sous protectorat international

Performance and Perceptions: Analyzing the Domestic Susceptibility to International Administration in Kosovo

Anika Bishka, Candidate au doctorat, Département de science politique, Université de l'Illinois à Chicago, États-Unis

La perception de la population du Kosovo à l'égard de l'administration internationale depuis 1999 est marquée par un scepticisme. Cette perception peut avoir des conséquences sur l'efficacité des actions des institutions.

Pour illustrer ce scepticisme le vote était considéré par d'aucuns comme n'étant pas apte à engendrer un quelconque changement. De telles idées ont pour corolaire des désaccords, un manque de confiance et une frustration à l'égard de l'administration internationale et de la gouvernance en général. Une autre conséquence est sûrement l'impact négatif qu'une telle perception peut avoir sur le fonctionnement et la viabilité cette administration.

Le problème du Kosovo est moins lié aux pratiques de négociation mais beaucoup plus aux catégories conceptuelles de gouvernance et notamment l'apologie de notions telles que la démocratie, la souveraineté. L'accent est mis sur la construction d'une démocratie viable et la mise en place des institutions qui s'explique par l'excès de confiance qui est mis sur ces institutions. Elles sont considérées comme une variable significative permettant d'engendrer les changements attendus et comme une base pour la mise en place d'une structure mieux régulée.

A l'instar de toutes les sociétés, celle du Kosovo aspire à avoir son Etat. Elle sera amenée à construire son propre Etat, à affirmer sa souveraineté et à mettre en place les institutions nécessaires. Ainsi le voudrait la pensée dominante dans le monde moderne dans lequel la démocratie est considérée comme seul modèle viable.

Toutefois il y a un décalage entre le monde moderne et celui du Kosovo. Le cas du Kosovo offre l'occasion de déconstruire et repenser tous ces concepts de démocratie, de souveraineté.

The International Administration and the Pursuit of Multi-ethnicity in Kosovo

Anita McKinna, Candidate au doctorat, École des Sciences sociales et politiques, Université de Melbourne, Australie

L'une des missions de la l'administration internationale était de promouvoir la multiethnicité et favoriser l'intégration des minorités au lendemain du conflit de 1998-1999. Le but étant de faire de la société kosovare une société multiethnique à part entière dans laquelle les minorités ne sont pas laissées pour compte et ont à leur portée des perspectives sur le plan économique et social.

En théorie, de nombreux documents officiels soulignent l'importance de l'instauration d'une multiethnicité. Le Kosovo doit être une société multiethnique dans laquelle le gouvernement respecte les principes démocratiques, la règle de droit et la séparation des pouvoirs.

En pratique, après près de 10 ans de protectorat, l'administration internationale a au contraire favorisé la séparation ethnique du Kosovo afin de pouvoir mener à bien sa mission de maintien de paix. La stratégie adoptée par cette administration est caractérisée par la prise en compte de l'ethnicité comme critère d'identification de la population et la ségrégation ethnique. Cet état de fait se remarque même à travers la politique de l'administration pour le retour des réfugiés ou des personnes déplacées et exacerbe sous certains aspects la division ethnique.

La nouvelle gouvernance en place et la nouvelle politique de décentralisation amorcée s'efforce aujourd'hui de construire une multiethnicité durable.

Illustrating a Democratic State: The Impact of the Physical Landscape on the Recreation of a Multiethnic Kosovo

Kathryn Harakal, A travaillé au Kosovo dans le cadre de la MINUK (Office of Returns and Communities) et de la mission de l'OSCE au Kosovo; LLM en droit international des droits humains, Université nationale d'Irlande à Galway

Le paysage du Kosovo a beaucoup changé dans les années qui ont suivi le conflit. Les références symboliques se multiplient dans les rues témoignant des changements radicaux. Les images sont associées à la majorité albanaise et sont pour la plupart des monuments érigés en mémoire des soldats albanais.

Ces images ont des impacts au plan social sur les minorités serbes du Kosovo et au plan politique sur l'administration internationale et le gouvernement local dans la reconstruction d'une communauté interethnique. Les problèmes qui se posent ne sont pas tant liés aux monuments en eux même mais surtout à leur localisation.

Par exemple, dans la ville de Djakovica, un monument dédié aux soldats albanais est érigé juste en face d'une église serbe.

Cet état de fait risque de raviver les tensions interethniques et mettre en péril le maintien de la paix dans la région. Le défi pour les autorités kosovares est de s'assurer dans les années à venir que ce paysage ne remette pas en cause le processus de reconstruction étatique et de maintien de la paix. Pour ce faire, elles doivent s'engager dans des actions visant à promouvoir le dialogue et la réconciliation interethniques.

Kosovo: The Making of a European State or Just another State in Europe?

Faton Tony Bislimi, Chercheur, Centre d'études des politiques étrangères, Département de science politique, Université Dalhousie

Le processus de construction étatique au Kosovo commence au lendemain de l'abolition du statut autonome du Kosovo par la Serbie en 1989. Plusieurs phases peuvent être identifiées dans le processus de construction étatique du Kosovo.

Le premier effort en vue de cette construction commence en 1990 juste après l'abolition du statut d'autonomie. Les Kosovars créent leurs propres institutions en vue d'organiser la vie en société. Ils mettent en place un système éducatif, économique, fiscal etc. Ensuite, après le conflit, l'intervention des Nations Unies et les efforts diplomatiques ont œuvré pour l'instauration de la paix et la sécurité afin de permettre aux communautés de vivre ensemble. L'intervention des Nations Unies est une étape importante dans le processus de sortie de crise. Aussi lorsque le Kosovo est placé sous administration internationale l'ONU avait comme mission de mettre en place une administration transitoire avec pour objectif de faciliter la création d'un gouvernement local d'institutions pérennes pour assurer une paix durable et une vie normale aux populations. Toutefois la difficulté principale résidait dans le fait qu'on ne peut pas attendre d'une institution qui n'est elle-même pas démocratique qu'elle engendre d'autres institutions démocratiques.

Ainsi de 1990 à 2010 quatre phases se sont succédé dans la construction étatique du Kosovo mettant en jeu différents acteurs parmi lesquels figurent toujours la population kosovare et leurs leaders pour aboutir à l'indépendance du pays.

Aucune de ces missions n'est parvenue à assurer le développement économique du pays sans lequel il n'y a pas de réelle indépendance. L'étape suivante devrait être celle du développement économique et de l'émergence d'une dynamique démocratique en faisant du peuple un acteur principal.

Kosovo : A Former Administrator's View

Denny Lanne, Ph.D., Administrateur MINUK à Vushtrri/Vucitrn, Peje/Pec de 1999 à septembre 2003

La multiethnicité au Kosovo ne peut se faire juste par le fait que les communautés se trouvent au même endroit, mais plus par l'existence d'intérêts et de buts communs. La communauté consiste à vivre ensemble pas seulement à cohabiter. La démocratie et la multiethnicité sont deux enjeux majeurs dans le pays. La constitution d'une société démocratique et multiethnique peut ouvrir de bonnes perspectives pour le Kosovo. L'économie actuelle est désastreuse pour plusieurs raisons ; entre autres parce qu'elle est basée sur les aides humanitaires internationales. Ils devraient au lieu d'attendre l'aide étrangère prendre leurs responsabilités et amorcer le développement économique durable. Pour ce faire le Kosovo peut miser sur sa population qui est la plus jeune population d'Europe avec plus de la moitié de moins de 25 ans ; mettre en valeur cette jeunesse pour se construire. Aussi l'agriculture est un secteur à ne pas négliger. Toutefois une chose est à retenir c'est que personne ne peut obliger la population kosovare à croire en son gouvernement, en des institutions démocratiques ou à former une communauté multiethnique. Cette faculté lui est propre et exclusive et il est de son droit d'élire des leaders en qui elle a confiance.